

# SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 2339

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(DE MICHELIS)

di concerto col **Ministro dell'Interno**

(GAVA)

col **Ministro della Difesa**

(MARTINAZZOLI)

col **Ministro della Sanità**

(DE LORENZO)

col **Ministro dell'Ambiente**

(RUFFOLO)

e col **Ministro per il Coordinamento della Protezione Civile**

(LATTANZIO)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 28 GIUGNO 1990

Ratifica ed esecuzione del Protocollo comune relativo all'applicazione delle Convenzioni di Vienna e di Parigi sulla responsabilità dell'esercente nucleare, con Atto Finale, fatto a Vienna il 21 settembre 1988

ONOREVOLI SENATORI. - Il 21 settembre 1988 si è svolta a Vienna la Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi (concernente la responsabilità civile nel settore dell'energia nucleare) e la Convenzione di Vienna (relativa alla responsabilità civile in materia di danni nucleari), convocata dal Consiglio dei Governatori dell'AIEA e dal Consiglio dell'OCSE.

Nel corso della Conferenza, in cui erano rappresentati i Governi di 45 Paesi ed altri 10 erano presenti come osservatori, è stato approvato il Protocollo Comune relativo all'applicazione congiunta delle due Convenzioni.

Al riguardo si osserva che sia la Convenzione di Parigi (29 luglio 1960) che la Convenzione di Vienna (21 maggio 1963), che definivano per i rispettivi aderenti le normative relative alla responsabilità civile per danni derivanti da incidenti nucleari, costituirono un'importante acquisizione sia di principio che di sostanza, per l'internazionalizzazione della sicurezza nucleare.

Con l'armonizzazione delle due Convenzioni, deliberata dal Protocollo approvato dalla Conferenza, viene raggiunto l'importante risultato di estendere ed uniformare tali garanzie ad entrambi i gruppi di Paesi.

L'esercente di un impianto nucleare situato sul territorio di un Paese aderente ad una delle due Convenzioni diviene, in tal modo, responsabile dei danni nucleari, subiti dai Paesi aderenti ad entrambe le Convenzioni.

Si ottiene così non soltanto il risultato di una estensione geografica delle responsabilità civili conseguenti agli incidenti nucleari, ma anche quello di una crescita della dimensione internazionale della sicurezza nucleare.

L'Italia, che ha attivamente sostenuto, sia presso l'AIEA che presso l'OCSE ed in sede comunitaria, l'importanza dell'internazionalizzazione della sicurezza nucleare in ogni suo aspetto, non può quindi che registrare con soddisfazione l'approvazione del Protocollo in oggetto.

Poichè il suddetto provvedimento è inteso a ratificare un protocollo che armonizza le norme di convenzioni già esistenti, esso non comporta oneri per il bilancio dello Stato, pertanto non si rende necessario redigere la relazione tecnica di cui al comma 2 dell'articolo 11-ter della legge 5 agosto 1978, n. 468, introdotto dall'articolo 7 della legge 23 agosto 1988, n. 362.

**DISEGNO DI LEGGE**  

---

## Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo comune relativo all'applicazione della Convenzione di Vienna del 21 maggio 1963 e della Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960, e successivi Protocolli, sulla responsabilità civile dell'esercente nucleare, e del relativo atto finale, fatto a Vienna il 21 settembre 1988.

## Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo VII del Protocollo stesso.

## Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

· ACTE FINAL DE LA CONFERENCE SUR LES RELATIONS ENTRE LA CONVENTION DE PARIS  
ET LA CONVENTION DE VIENNE

1. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à ses réunions de février 1988, et le Conseil de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), à ses réunions de juin 1988, ont décidé de convoquer conjointement une conférence internationale pour conclure un protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires.

2. La Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne s'est réunie à Vienne, au Siège de l'AIEA, le 21 septembre 1988.

3. Les gouvernements des Etats ci-après étaient représentés à la Conférence : Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Jordanie, Liban, Maroc, Nigeria, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Arabe Syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni, Soudan, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

4. Les gouvernements des Etats ci-après étaient représentés par des observateurs à la Conférence : Albanie, Australie, République populaire de Chine, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Panama, Tchécoslovaquie.

5. La Conférence a élu l'ambassadeur L.H.J.B. Van Gorkom président, et M. J. Martinez Favini vice-président.

6. La Conférence a établi une Commission de vérification des pouvoirs composée de l'ambassadeur A. Baeyens, de l'ambassadeur Y.V. Kostenko et de M. J. Martinez Favini. Le Vice-Président de la Conférence a été élu président de la Commission.

7. Les services de secrétariat ont été fournis par l'AIEA et l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN/OCDE). Le Directeur général de l'AIEA était représenté par le Directeur de la Division juridique, M. M. ElBaradei. Le Directeur général de l'AEN/OCDE était représenté par le Chef des affaires juridiques, M. P. Reyners.

8. La Conférence était saisie du document suivant :

Projet de protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, adopté par le Groupe de travail commun AIEA/AEN d'experts gouvernementaux sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne le 30 octobre 1987 et approuvé ultérieurement par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA lors de ses réunions de février 1988 et par le Conseil de l'OCDE lors de ses réunions de juin 1988.

9. Sur la base des délibérations consignées dans les comptes rendus de la Conférence et dans le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, le Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, annexé au présent Acte final, a été adopté par la Conférence le 21 septembre 1988 et ouvert à la signature le jour même, conformément à ses dispositions, au Siège de l'AIEA. Le Protocole commun est soumis à ratification, acceptation, approbation ou adhésion conformément à ses dispositions. Il sera déposé auprès du Directeur général de l'AIEA.

10. La Conférence a adopté le présent Acte final de la Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne.

11. L'original du présent Acte final, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, est déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

EN FOI DE QUOI les représentants des Etats participants ont signé le présent Acte final.

FAIT à Vienne le vingt et un septembre mil neuf cent quatre-vingt-huit.



PROTOCOLE COMMUN RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE VIENNE  
ET DE LA CONVENTION DE PARIS

CONFERENCE SUR LES RELATIONS ENTRE LA CONVENTION DE PARIS  
ET LA CONVENTION DE VIENNE

Tenue au Siège de  
l'Agence internationale de l'énergie atomique

Vienne  
21 septembre 1988





PROTOCOLE COMMUN RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE VIENNE  
ET DE LA CONVENTION DE PARIS

LES PARTIES CONTRACTANTES

VU la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963;

VU la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982;

CONSIDERANT que la Convention de Vienne et la Convention de Paris sont analogues sur le fond et qu'aucun Etat n'est actuellement Partie aux deux Conventions;

CONVAINCUES que l'adhésion à l'une des Conventions par les Parties à l'autre Convention pourrait soulever des difficultés liées à l'application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

DESIREUSES d'établir un lien entre la Convention de Vienne et la Convention de Paris en étendant mutuellement le bénéfice du régime spécial de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires institué en vertu de chaque Convention et d'éliminer les conflits résultant d'une application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

Dans le présent Protocole :

- a) "Convention de Vienne" désigne la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole;
- b) "Convention de Paris" désigne la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole.

## Article II

Aux fins du présent Protocole :

- a) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Vienne est responsable conformément à cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Paris et au présent Protocole;
- b) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Paris est responsable conformément à cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Vienne et au présent Protocole.

## Article III

1. La Convention de Vienne ou la Convention de Paris s'applique à un accident nucléaire à l'exclusion de l'autre.
2. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve cette installation.
3. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu hors d'une installation nucléaire et mettant en jeu des matières nucléaires en cours de transport, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en application soit des alinéas 1 b) et c) de l'article II de la Convention de Vienne, soit des paragraphes a) et b) de l'article 4 de la Convention de Paris.

## Article IV

1. Les articles premier à XV de la Convention de Vienne sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Paris, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Vienne.
2. Les articles premier à 14 de la Convention de Paris sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Vienne, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Paris.

**ATTO FINALE DELLA CONFERENZA SULLE RELAZIONI TRA LA CONVENZIONE DI PARIGI E LA CONVENZIONE DI VIENNA**

1. Il Consiglio dei governatori dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA) nelle sue riunioni di febbraio 1988, ed il Consiglio dell'Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico (OCSE) nelle sue riunioni di giugno 1988, hanno deciso di convocare congiuntamente una conferenza internazionale per stipulare un protocollo comune relativo all'applicazione della Convenzione di Vienna e della Convenzione di Parigi in materia di danni nucleari.
2. La Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la Convenzione di Vienna si è riunita a Vienna presso la Sede dell'AIEA, il 21 settembre 1988.
3. Erano rappresentati alla Conferenza i governi dei seguenti Stati: Argentina, Austria, Bangladesh, Belgio, Bulgaria, Cameroun, Canada, Cile, Cuba, Danimarca, Egitto, Emirati arabi uniti, Filippine, Finlandia, Francia, Germania (Repubblica Federale di), Giordania, Grecia, Irlanda, Iugoslavia, Italia, Libano, Marocco, Nigeria, Norvegia, Pakistan, Paraguay, Paesi Bassi, Perù, Polonia, Portogallo, Repubblica araba siriana, Repubblica di Corea, Repubblica democratica tedesca, Repubblica socialista sovietica di Bielorussia, Repubblica socialista sovietica di Ucraina, Regno Unito, Sudan, Spagna, Svezia, Svizzera, Thailandia, Turchia, Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, Ungheria.
4. Erano rappresentanti da osservatori alla Conferenza i governi dei seguenti Stati: Albania, Australia, Cecoslovacchia, Repubblica popolare di Cina, Colombia, Giappone, Indonesia, Messico, Panama, Stati Uniti d'America.
5. La Conferenza ha eletto come presidente l'ambasciatore L.H.J.B. Van Gorkom, M.J. Martinez Favini come vice-presidente.
6. La Conferenza ha istituito una commissione di verifica dei poteri costituita dall'ambasciatore A. Baeyens, dall'ambasciatore Y.V. Kostenko e da M.J. Martinez Favini. Il Vice-Presidente della Conferenza è stato eletto presidente della Commissione.

7. I servizi di Segretariato sono stati forniti dall'AIEA e dall'Agenzia dell'OCSE per l'energia nucleare (AEN/OCSE). Il Direttore generale dell'AIEA era rappresentato dal Direttore dell'Ufficio Legale, Dr. M.ElBaradei. Il Direttore Generale dell'AEN/OCSE era rappresentato da M.P.Reyners, Capo degli Affari Legali.

8. Alla Conferenza venne presentato il seguente documento:

Progetto di protocollo comune relativo all'applicazione della Convenzione di Vienna e della Convenzione di Parigi, adottato dal Gruppo di Lavoro comune AIEA/AEN di esperti governativi sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la Convenzione di Vienna il 30 ottobre 1987, ed in seguito approvato dal Consiglio dei Governatori dell'AIEA nelle sue riunioni di febbraio 1988 e dal Consiglio dell'OCSE nelle sue riunioni di giugno 1988.

9. In base alle deliberazioni trascritte nei resoconti della Conferenza e nel rapporto della Commissione di verifica dei poteri, il Protocollo comune relativo all'applicazione della Convenzione di Vienna e della Convenzione di Parigi, annesso al presente Atto finale, è stato adottato dalla Conferenza il 21 settembre 1988 ed aperto alla firma lo stesso giorno, in conformità con le sue disposizioni, presso la sede dell'AIEA. Il Protocollo comune è sottoposto a ratifica, accettazione, approvazione o adesione in conformità con le sue disposizioni. Sarà depositato presso il Direttore Generale dell'AIEA.

10. La Conferenza ha adottato il presente Atto finale della Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la Convenzione di Vienna.

11. L'originale del presente Atto Finale, le cui versioni arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo fanno ugualmente fede, è depositato presso il Direttore Generale dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti degli Stati Partecipanti hanno firmato il presente Atto finale.

FATTO a Vienna il 21 settembre 1988.

PROTOCOLLO COMUNE RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE DI  
VIENNA E DELLA CONVENZIONE DI PARIGI.

Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la  
Convenzione di Vienna

Svoltasi presso la Sede  
dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica

Vienna  
21 settembre 1988



PROTOCOLLO COMUNE RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE DI VIENNA  
E DELLA CONVENZIONE DI PARIGI

LE PARTI CONTRAENTI

VISTA La Convenzione di Vienna del 21 Maggio 1963, relativa alla responsabilità civile in materia di danni nucleari,

VISTA La Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel settore dell'energia nucleare emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964 e dal Protocollo del 16 novembre 1982;

CONSIDERANDO che La Convenzione di Vienna e La Convenzione di Parigi sono analoghe per quanto riguarda il merito, e che nessun Stato è, allo Stato attuale, Parte ad entrambe le Convenzioni;

CONVINTE che l'adesione ad una delle Convenzioni dalle Parti all'altra Convenzione, potrebbe creare difficoltà derivanti dall'applicazione simultanea di entrambe le Convenzioni ad un incidente nucleare;

AUSPICANDO stabilire un legame tra La Convenzione di Vienna e La Convenzione di Parigi, estendendo scambievolmente i benefici del regime speciale in materia di responsabilità civile per quanto riguarda i danni nucleari, stabilito ai sensi di ciascuna Convenzione, e di eliminare i conflitti derivanti da un'applicazione simultanea di entrambe le Convenzioni ad un incidente nucleare;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo primo

Nel presente Protocollo:

- a) Per "Convenzione di Vienna" si intende la Convenzione di Vienna del 21 maggio 1963, relativa alla responsabilità civile in materia di danni nucleari, nonché ogni emendamento a detta Convenzione il quale è in vigore per una Parte contraente al presente Protocollo;

- b) Per "Convenzione di Parigi" si intende la Convenzione di Parigi sulla responsabilità civile nel settore dell'energia nucleare del 29 luglio 1960, nonché ogni emendamento a detta Convenzione il quale è in vigore per una Parte contraente del presente Protocollo.

#### Articolo II

Ai fini del presente Protocollo:

- a) L'esercente di un impianto nucleare situato sul territorio di una Parte alla Convenzione di Vienna, è responsabile, in conformità con la presente Convenzione, dei danni nucleari subiti sul territorio di una Parte contraente sia della Convenzione di Parigi sia del presente Protocollo;
- b) L'esercente di un impianto nucleare situato sul territorio di una Parte della Convenzione di Parigi è responsabile, in conformità con la presente Convenzione, dei danni nucleari subiti sul territorio di una Parte contraente sia della Convenzione di Vienna, sia del presente Protocollo.

#### Articolo III

1. La Convenzione di Vienna o la Convenzione di Parigi si applicano, una ad esclusione dell'altra, ad un incidente nucleare.
2. In caso di incidente nucleare verificatosi in un impianto nucleare, la Convenzione applicabile è quella di cui è Parte lo Stato sul di cui territorio tale impianto è situato.



3. In caso di incidente nucleare verificatosi fuori da un impianto nucleare, implicante materie nucleari in corso di trasporto, la Convenzione applicabile è quella di cui è Parte lo Stato sul di cui territorio è situato l'impianto nucleare di cui l'esercente è responsabile, in applicazione sia dei capoversi 1 b) e c) dell'articolo II della Convenzione di Vienna, sia dei paragrafi a) e b) dell'articolo 4 della Convenzione di Parigi.

#### Articolo IV

1. Gli articoli da I a XV della Convenzione di Vienna, per quanto riguarda le Parti contraenti del presente Protocollo che sono Parti alla Convenzione di Parigi, sono applicati nella stessa maniera che tra le Parti alla Convenzione di Vienna.
2. Gli articoli da 1 a 14 della Convenzione di Parigi per quanto riguarda le Parti contraenti del presente Protocollo che sono Parti alla Convenzione di Vienna, sono applicati nella stessa maniera che tra le Parti alla Convenzione di Parigi.

#### Articolo V

Il presente Protocollo è aperto alla firma di tutti gli Stati che hanno firmato o ratificato sia la Convenzione di Vienna, sia la Convenzione di Parigi, o hanno aderito all'una o all'altra, a decorrere dal 21 settembre 1988 e fino alla data della sua entrata in vigore presso la Sede dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

#### Articolo VI

1. Il presente Protocollo è sottoposto a ratifica, accettazione, approvazione o adesione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, o di approvazione saranno accettati solo da parte degli Stati Parti sia della Convenzione di Vienna, sia della Convenzione di Parigi. Gli stati in questione che non abbiano firmato il presente Protocollo potranno aderirvi.

2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione saranno depositati presso il Direttore generale dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, che è così designato come depositario del presente Protocollo.

#### Articolo VII

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione di almeno cinque Stati parti alla Convenzione di Vienna e cinque Stati parti alla Convenzione di Parigi. Per ciascun Stato che ratifica il presente Protocollo, lo accetta, lo approva o vi aderisce dopo il deposito degli strumenti summenzionati, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Il presente Protocollo rimarrà in vigore per tutto il tempo che la Convenzione di Vienna e la Convenzione di Parigi saranno in vigore.

#### Articolo VIII

1. Ogni Parte contraente può denunciare il presente Protocollo mediante notifica scritta indirizzata al depositario.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data di ricezione della notifica da parte del depositario.

#### Articolo IX

1. Ogni Parte contraente la quale cessa di essere Parte sia alla Convenzione di Vienna sia alla Convenzione di Parigi, informa il depositario che essa pone fine all'applicazione di questa Convenzione per quel che la riguarda, nonché della data alla quale tale recesso ha effetto.

2. Il presente Protocollo cessa di applicarsi ad una Parte contraente che ha posto fine all'applicazione sia della Convenzione di Vienna, sia della Convenzione di Parigi, alla data alla quale tale recesso ha effetto.

#### Articolo X

Il depositario notifica senza indugio alle Parti contraenti ed agli Stati invitati alla Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la Convenzione di Vienna, nonché al Segretario generale dell'Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico:

- a) Ciascuna firma del presente Protocollo;
- b) Ciascun deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione relativo al presente Protocollo;
- c) L'entrata in vigore del presente Protocollo;
- d) Ogni recesso;
- e) Ogni informazione ricevuta in applicazione dell'articolo IX.

#### Articolo XI

Il testo originale del presente Protocollo, le cui versioni in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il depositario, che ne rilascerà copie certificate conformi alle Parti contraenti ed agli Stati invitati alla Conferenza sulle relazioni tra la Convenzione di Parigi e la Convenzione di Vienna, nonché al Segretario generale dell'Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi governi, hanno firmato il presente Protocollo comune.

FATTO a Vienna, il 21 settembre 1988.